



CONTRAT DE CONCESSION SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

AVENANT N°2

Entre

La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas, dont le siège est situé 59, rue de Brest – 29800 LANDERNEAU, représenté par Monsieur Patrick LECLERC, son Président, dûment habilité par délibération du conseil de Communauté en date du 27 septembre 2019 ; ci-après désigné sous le terme « la Collectivité »,

Et

La Société Publique Locale EAU DU PONANT, dont le siège est situé 210 Bd François Mitterrand – CS 30117 Guipavas - 29802 BREST cedex 9, représentée par Monsieur François CUILLANDRE, son Président, dûment autorisé à la signature des présentes ; ci-après désigné sous le terme « le Concessionnaire »,

Conjointement, « les parties »

Préambule

La Collectivité a confié l'exploitation du service public de l'eau potable au Concessionnaire, dans le cadre d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public (DSP) entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Article 1^{er} : objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- La modification du règlement de service, en particulier de ses articles 3.8 et 3.11 respectivement relatifs aux situations de non-paiement et au contentieux de la facturation

Article 2 : modification du règlement de service

Suite à un contrôle, la DGCCRF a demandé la révision du règlement de service sur 2 points :

➤ Il est nécessaire de compléter l'article 3.8 relatif aux situations de non-paiement de la façon suivante :

« En cas de non-paiement, le distributeur d'eau poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

Les frais de recouvrement entrepris sans titre exécutoire restent à la charge du distributeur à l'exception des frais engendrés par l'envoi des deux courriers de relance évoqués précédemment.

*En cas d'obtention d'un titre exécutoire **et d'une condamnation aux dépens**, les frais de recouvrement seront en revanche imputés à l'abonné. »*

➤ La DGCCRF a relevé une clause illicite dans le règlement de service à l'article 3.11 relatif au contentieux de la facturation, qui prévoit qu'en cas d'échec d'une conciliation amiable pour résoudre le différend *« le contentieux, notamment de la facturation est du ressort de la juridiction judiciaire compétente en fonction du montant ou de l'objet du litige (Tribunal d'Instance ou de Grande Instance de Brest). »*

Afin de répondre à la demande de la DGCCRF, il y a lieu de modifier ainsi cet article :

*« **En cas d'échec, le consommateur peut saisir, soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du code de la procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeurait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.** »*

Article 3 : autres clauses

Cet avenant ne couvre que les sujets qu'il aborde. Ainsi, toutes les autres clauses du contrat de délégation de service public d'origine demeurent inchangées.

Article 4 : entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur après notification de l'avenant au délégataire et transmission au contrôle de légalité.

A Landerneau, le.....

A Brest, le.....

Pour le délégant,

Pour le délégataire,

Patrick LECLERC
Président de la Communauté de communes
du pays de Landerneau-Daoulas

François CUILANDRE
Président de la SPL Eau du Ponant

PROJET